

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 29 (1992)  
**Heft:** 1108

## **Titelseiten**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Domaine Public

## DP

JAA  
1002 Lausanne

10 décembre 1992 - n° 1108  
Hebdomadaire romand  
Trentième année

## Trouver son chemin

Le premier danger de l'après 6 décembre est helvético-suisse: c'est celui d'une «revitalisation» de l'économie, terme qui a désormais remplacé celui, plus cru, de «déréglementation» dans la bouche des chefs d'entreprise ayant suivi des cours de communication. Car l'économie, bien sûr, doit être en mesure de se battre sur un marché européen qui absorbe la plus grande partie de ses exportations. Elle ne manquera pas d'invoquer les désavantages résultant du vote de dimanche pour jeter aux orties, sans grandes précautions sociales, tout ce qui la freine. Le risque est bien réel, confirmé dès dimanche soir par les déclarations des parlementaires bourgeois et des représentants de l'économie.

Un autre danger, bien sûr, c'est celui qui pourrait résulter du clivage du pays. Pourtant, sans le nier, il faut le relativiser.

La Suisse n'éclatera pas dans les semaines ou les mois à venir, parce que les ponts sur la Sarine que d'aucuns voudraient reconstruire existent, qu'il faut consolider: les villes, là-bas, ont dit oui et la majorité des bulletins de vote positifs sont alémaniques...

Reste que la prochaine étape ne sera pas simple: convaincre le peuple d'adhérer, dans quelques années, est dans le domaine du possible, encore qu'il ne faille pas sous-estimer la tâche. Mais les cantons devront eux aussi basculer.

Nous tentons, dans ce numéro, de cerner ces risques et ces perspectives.

Mais les faits nous imposent de prendre notre mal en patience. Puisse la sagesse de Vaclav Havel (lire un extrait d'un de ses discours en page 8) nous aider sur cette voie forcément solitaire.

## L'erreur à ne pas commettre

(ag) L'accord sur l'EEE était économique d'abord. Mais il a été perçu, à juste titre, comme un acte décisif de politique étrangère: le premier pas d'un rapprochement vers l'Europe. La cohésion suisse n'a pas résisté à cette ouverture. Quelle netteté dans la déchirure! Pourtant la neutralité n'était pas en cause, pourtant nous nous liions, sans exclusive, avec tous nos voisins. Comment avoir une politique étrangère active sans mettre à l'épreuve l'unité confédérale? Comment ne pas se condamner à l'isolement par peur des incompréhensions intestines? Au vu du résultat du 6 décembre, on mesure la légèreté des groupes de réflexion qui ont planché sur la neutralité. Avec la Suisse allemande il faut donc reprendre sans perte de temps la discussion sur cette question centrale: ouverture européenne et cohésion interne. Et les Romands forts de leur vote et de leur unanimité doivent faire comprendre que le vote majoritaire ne résout pas ce problème qui ne peut être tranché arithmétiquement.

Malheureusement le débat va revenir sur le terrain strictement économique. Puis-

que nous nous refusons les facilités qui auraient été celles de l'Espace, renforçons par notre seule volonté la compétitivité des entreprises suisses. C'est le langage d'ores et déjà dominant chez les tenants de la droite économique. Il faut créer, disent-ils, des conditions-cadres plus favorables. Revitalisons! proposent les plus prudents. Déréglementons! affirment ceux qui veulent parler fort.

L'échec de l'EEE va réactualiser le programme de Pury et les motions des partis qui tiennent à s'affirmer eux-mêmes bourgeois. Allègements fiscaux pour les sociétés anonymes, réduction de l'impôt anticipé et bien sûr suppression de la taxe occulte, sans jamais augmenter la quote-part fiscale de l'Etat. Protestations contre l'aggravation des charges sociales même si elles sont induites par le chômage. Exigence d'une plus grande souplesse dans l'organisation du travail, notamment du travail de nuit. Mutation des conventions collectives en accords généraux de bonne foi, vides de contenu contraignant. Plus concrètement encore, pression sur les

*suite à la page 2*